



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 8 janvier 1996

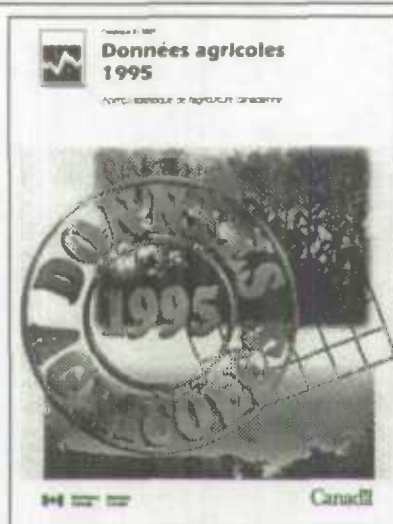
Pour être diffusé à 8 h 30

JAN 8 1996
LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Inscriptions dans les universités, 1995** 3
En 1995, les inscriptions à temps plein dans les universités ont connu un léger recul qui a mis fin à presque deux décennies de croissance soutenue. Les effectifs à temps partiel ont accusé une baisse marquée pour la troisième année consécutive.
- **Permis de bâtir, novembre 1995** 6
Les intentions de construction résidentielle ont dégringolé en novembre, anéantissant tout espoir de reprise dans le secteur. Les municipalités ont délivré pour 1,1 milliard\$ de permis de construction résidentielle; le niveau n'aura été plus bas qu'une seule fois cette année.

(suite à la prochaine page)



Données agricoles 1995

Lorsque l'économie est entrée en récession à la fin des années 80, l'agriculture a chuté. Certains secteurs, comme ceux des denrées axées sur l'offre (par exemple, les produits laitiers et la volaille), sont demeurés relativement stables, tandis que les secteurs plus exposés aux fluctuations des marchés mondiaux (par exemple, les céréales et le bétail) ont subi des pertes financières considérables. Il n'est pas surprenant que l'industrie se redresse bien plus rapidement que l'ensemble de l'économie.

Le thème de cette édition de *Données agricoles* porte sur «L'agriculture après la récession: est-ce que la croissance continuera?» On y aborde des sujets comme l'agriculture et l'économie, les changements structurels et sociaux, les questions environnementales ainsi que les conditions dans les secteurs des céréales et oléagineux, du bétail, de la gestion des approvisionnements et de l'horticulture.

La version papier de *Données agricoles* (21-522F) est maintenant disponible. Voir «Pour commander les publications». La publication est aussi disponible sur l'Internet: http://www.statcan.ca/Documents/Francais/new_f.htm. Pour plus de renseignements, communiquez avec Rick Burroughs au (613) 951-2890, Division de l'agriculture.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

AUTRES COMMUNIQUÉS

Estimations du revenu du travail, octobre 1995

9

NOUVELLES PARUTIONS

10

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Inscriptions dans les universités

1995 (données provisoires)

En 1995, les inscriptions à temps plein dans les universités ont connu un léger recul qui a mis fin à presque deux décennies de croissance soutenue.

Cet automne, 574 300 étudiants se sont inscrits à temps plein dans les universités canadiennes, une diminution de 0,4% par rapport aux 576 500 inscriptions en 1994. Il s'agit là de la première baisse des effectifs à temps plein depuis 1978.

Le nombre d'étudiants à temps plein inscrits au premier cycle a légèrement fléchi pour se fixer à 499 700, une diminution de 400, alors que le nombre d'étudiants à temps plein inscrits aux cycles supérieurs s'est établi à 74 600, en baisse de 2,3%.

À l'échelle nationale, les universités de toutes les provinces ont enregistré une réduction des effectifs dans l'une ou l'autre des catégories. Environ la moitié des universités ont affiché un recul au chapitre des inscriptions à temps plein.

Il est trop tôt pour déterminer si la légère diminution des effectifs à temps plein enregistrée en 1995 indique une tendance à la baisse. Toutefois, dans la mesure où la croissance annuelle des effectifs à temps plein était inférieure à 1% en 1993 et en 1994, les inscriptions ont sans aucun doute atteint un plateau.

Baisse des effectifs à temps partiel

En 1995, les effectifs à temps partiel ont subi une baisse plus marquée que les effectifs à temps plein. Les inscriptions ont diminué de 5,5% pour se chiffrer à 266 600. De ce nombre, environ 227 700 concernent des étudiants à temps partiel inscrits au premier cycle (-6,0%). Le nombre d'étudiants à temps partiel inscrits aux cycles supérieurs a reculé de 3% pour se fixer à 38 900.

Au premier cycle universitaire, les inscriptions à temps partiel ont fléchi dans toutes les provinces sauf en Colombie-Britannique, alors que les inscriptions à temps plein n'ont augmenté que dans les trois provinces des Prairies et en Colombie-Britannique.

Les effectifs à temps partiel ont accusé une baisse marquée pour la troisième année consécutive. La croissance des effectifs universitaires à temps partiel, particulièrement sensible au cours des années 1980, s'est repliée à son taux de 1982. Les inscriptions à temps partiel ont diminué à un taux annuel d'environ 6% depuis 1992, année où elles avaient atteint un sommet de 316 100.

Note aux lecteurs

L'enquête préliminaire sur les effectifs des universités vise à déterminer le nombre d'étudiants inscrits dans les universités chaque automne. Les établissements conférant des grades universitaires déclarent les effectifs à temps plein et à temps partiel au premier cycle et aux cycles supérieurs.

Les données sur les effectifs sont fondées sur le nombre d'étudiants en date du 1^{er} décembre dans toutes les provinces, sauf en Ontario où la date de référence est le 1^{er} novembre. Ce nombre comprend tous les étudiants qui suivent des cours à unités pouvant mener à l'obtention d'un grade, d'un diplôme ou d'un certificat de même que les étudiants qui ont terminé les cours obligatoires et qui se consacrent à la rédaction de leur thèse ou à la recherche.

Les données finales et plus détaillées sur les effectifs des universités et sur les grades décernés sont habituellement disponibles environ un an après la parution des données provisoires sur les inscriptions.

La plupart des universités offrent également des cours de perfectionnement professionnel et des cours pratiques non assortis d'unités et ne menant pas à l'obtention d'un grade, d'un diplôme ou d'un certificat universitaire. Bien que les données sur les inscriptions des étudiants à des cours non assortis d'unités soient disponibles, elles ne sont pas intégrées aux données sur les effectifs des universités dans la présente publication.

Historiquement, les inscriptions ont augmenté malgré la hausse des frais de scolarité

De 1978 à 1994, les effectifs à temps plein des universités ont augmenté d'environ 57%, bien que les frais de scolarité aient presque doublé au cours des dix dernières années.

L'effet qu'ont eu les frais de scolarité sur les tendances des inscriptions reste incertain. D'autres facteurs comme les changements démographiques de la population et la concurrence pour les places disponibles dans certains établissements ou dans certains programmes peuvent également jouer un rôle important.

En 1995, la University of Prince Edward Island a enregistré une baisse de 3,7% des inscriptions à temps plein au premier cycle à la suite d'une hausse de 7,6% des frais de scolarité.

Par contre, les universités québécoises ont accusé une baisse de 2,5% des inscriptions au premier cycle, bien que les frais de scolarité n'aient pas augmenté. En Alberta, le nombre d'étudiants du premier cycle a en fait progressé de 5,1%, malgré la hausse des frais de scolarité la plus forte au pays (+10,5%).

Le pourcentage de jeunes qui décident de fréquenter l'université a un effet direct sur le nombre global d'inscriptions. En 1995, le taux de fréquentation (le nombre d'étudiants inscrits à temps plein exprimé en pourcentage de la population âgée de 18 à 24 ans) s'est établi à environ 20% comparativement à 12% seulement en 1982, année où la population de ce groupe d'âge atteignait un sommet.

Le bassin de population d'où proviennent la plupart des étudiants universitaires, le groupe des 18 à 24 ans, a diminué dans toutes les provinces depuis le début des années 80, époque à laquelle il enregistrait un maximum. Les baisses les plus fortes se sont produites au Québec, en Saskatchewan et en Alberta, où le nombre de personnes de ce groupe d'âge a reculé de près de 30%.

Plutôt que de réduire les effectifs des universités, la baisse observée dans la population des 18 à 24 ans a en fait favorisé l'augmentation du taux de fréquentation. Bien que la plupart des provinces aient enregistré une hausse du taux de fréquentation, ce taux a baissé à l'Île-du-Prince-Édouard où il avait atteint un sommet en 1992 et il a reculé légèrement au Québec au cours de 1994.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Mariem Martinson au (613) 951-1526 ou avec Mongi Mouelhi au (613) 951-1537. Pour obtenir des tableaux ou des renseignements généraux, communiquez avec Sheba Mirza au (613) 951-1503, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. □

Effectifs à temps plein des universités
Automne 1995

	1 ^{er} cycle	1994* à 1995	Cycles supérieurs	1994* à 1995
		variation en %		variation en %
Canada	499 720	-0,1	74 584	-2,3
Terre-Neuve	11 911	-2,5	1 038	11,3
Île-du-Prince-Édouard	2 425	-3,7	24	-4,0
Nouvelle-Écosse	27 387	-0,5	2 443	2,3
Nouveau-Brunswick	18 162	-1,6	973	-11,3
Québec ¹	109 744	-2,5	22 832	-4,1
Ontario	201 667	-0,5	27 638	0,1
Manitoba	20 411	0,7	2 517	-5,2
Saskatchewan	21 848	2,5	1 883	1,6
Alberta	47 042	5,1	5 517	-9,6
Colombie-Britannique	39 123	3,5	9 719	-1,8

¹ Pour le Québec, les variations en pourcentage ont été estimées en fonction des données provisoires de 1994.
* Données réelles.

Effectifs à temps partiel des universités
Automne 1995

	1 ^{er} cycle	1994* à 1995	Cycles supérieurs	1994* à 1995
		variation en %		variation en %
Canada	227 735	-6,0	38 851	-2,9
Terre-Neuve	3 391	-4,2	464	-4,5
Île-du-Prince-Édouard	476	-18,1	0	...
Nouvelle-Écosse	5 454	-6,0	1 276	-16,2
Nouveau-Brunswick	4 517	-1,4	636	-2,2
Québec ¹	84 865	-8,2	19 139	-0,8
Ontario	77 915	-5,9	10 702	-5,2
Manitoba	10 284	-11,3	1 012	-15,9
Saskatchewan	6 507	-4,3	1 141	-9,5
Alberta	13 469	-4,9	2 235	-9,7
Colombie-Britannique	20 857	5,1	2 246	22,3

¹ Pour le Québec, les variations en pourcentage ont été estimées en fonction des données provisoires de 1994.
* Données réelles.
... N'ayant pas lieu de figurer.

Permis de bâtir

Novembre 1995

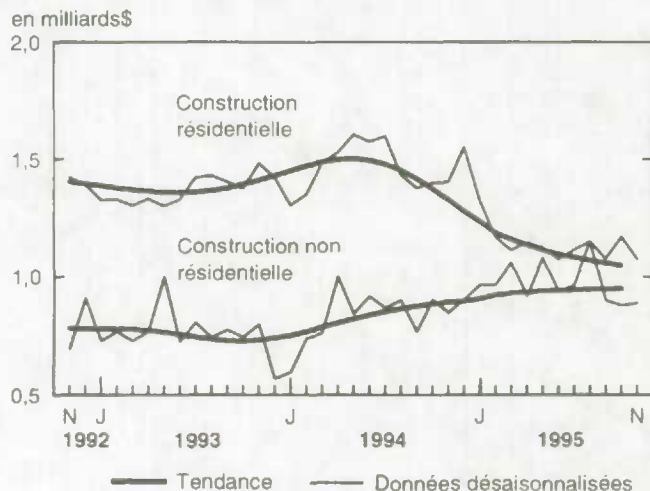
Les intentions de construction résidentielle ont dégringolé en novembre, anéantissant tout espoir de reprise dans le secteur. Les municipalités ont délivré pour 1,1 milliard\$ de permis de construction résidentielle; le niveau n'aura été plus bas qu'une seule fois cette année.

Le repli de 8,0% en novembre a pour ainsi dire effacé la totalité du gain de 8,7% réalisé dans le secteur résidentiel en octobre. Il est survenu même si les taux d'intérêts hypothécaires n'ont jamais été aussi faibles depuis le début de l'année. Avant novembre, les permis de bâtir avaient affiché leur troisième augmentation en quatre mois, ce qui donne à croire que la glissade qui aura duré toute l'année est peut-être terminée.

Les derniers résultats augurent mal pour la construction de maisons neuves pour la première moitié de 1996. Le fait que les maisons sont plus abordables et que les coûts hypothécaires ont diminué n'a pas suffi jusqu'ici à dissiper le pessimisme des consommateurs quant à l'état de l'économie.

La chute marquée de la valeur des demandes de permis de construction résidentielle a provoqué un repli d'ensemble de 4,1% de la valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités, qui est tombée à 2,0 milliards\$.

Les intentions de construction domiciliaire chutent fortement en novembre



Les demandes de permis de bâtir dans le secteur non résidentiel ont augmenté de 1,2% pour s'établir à 0,9 milliard\$ en novembre, résultat d'une vive remontée de la construction industrielle. Le niveau de novembre

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93% de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités qui représentent les 7% résiduels de la population sont très petites et leurs niveaux d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (aqueducs, égouts, ouvrages de drainage, etc.) ni ceux associés au terrain.

Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux actuels.

était de 6,1% supérieur à la moyenne mensuelle de l'an dernier. Il était quand même de 41,8% inférieur à la moyenne mensuelle de 1,5 milliard\$ de 1989, où les intentions de construction non résidentielle ont culminé.

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont été le principal facteur de la baisse dans les logements neufs

Le recul des intentions de construction de logements neufs en novembre s'explique essentiellement par une dégringolade de 26,9% des projets de logements multifamiliaux, qui a largement épongé un léger gain des logements unifamiliaux (+0,2%).

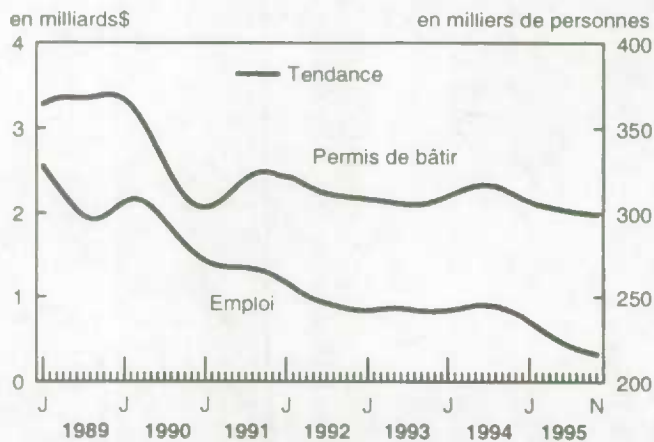
Au cours des 11 premiers mois de 1995, la valeur des permis de construction résidentielle a connu un net recul de 21,9%, qui l'a ramenée à 12,5 milliards\$, par rapport à la même période de l'an dernier. La léthargie du logement se reflétait également dans les intentions pour les logements unifamiliaux (-22,2%) et multifamiliaux (-21,0%).

Bien que ce soit un marché d'acheteur, le secteur résidentiel reste caractérisé par le pessimisme. Après deux replis consécutifs, le marché des maisons de revente a réagi aux récentes baisses des taux hypothécaires et a repris sa progression modeste amorcée en avril 1995. Les consommateurs demeurent prudents dans leurs achats de gros articles, après avoir été victimes d'une diminution de leur salaire net au troisième trimestre et parce que les maisons n'ont pas été assez abordables pour qu'ils soient persuadés d'acheter.

La chute des permis de construction résidentielle montre aussi que l'emploi dans la construction ne

s'est pas beaucoup amélioré ces derniers mois. Depuis janvier 1995, 26 300 emplois de construction (sans l'ingénierie et l'installation de machines et de matériel) sont disparus, selon l'Enquête sur la population active.

Perspective sombre à court terme pour l'emploi dans la construction¹



¹ Enquête sur la population active excluant la machinerie et l'équipement et les projets d'ingénierie.

La baisse de la valeur totale des permis de construction résidentielle en novembre a été particulièrement marquée en Colombie-Britannique, où elle est tombée à 249,2 millions\$ (-19,7%), à la suite de la pire performance mensuelle des intentions de construction de logements multifamiliaux depuis février 1992.

Poussée des intentions de construction industrielle en novembre

Après deux replis consécutifs, les intentions de construction non résidentielle ont monté légèrement de 1,2% en novembre. L'avance est venue essentiellement des composantes industrielles (+13,2%), particulièrement dans l'industrie des véhicules automobiles.

Les intentions de construction commerciale ont aussi augmenté de 2,6%. Cependant, une chute

marquée de 11,5% — la quatrième d'affilée — des permis de construction institutionnelle a pour ainsi dire effacé les gains réalisés dans les deux autres composantes non résidentielles.

Les intentions de construction non résidentielle de janvier à novembre 1995 ont progressé de 17,1% par rapport à la même période de l'an dernier pour s'établir à 10,7 milliards\$. Les intentions de construction industrielle ont affiché le plus fort gain, avec une flambée de 33,8%. Sur la même période, les intentions de construction commerciale et institutionnelle ont aussi affiché des gains importants, soit +10,6% et +15,2%, respectivement.

Parmi les provinces, l'augmentation de la construction non résidentielle en novembre est attribuable essentiellement à un gain net de 20,3% en Ontario. La progression vient de sa composante industrielle, qui a connu son niveau le plus élevé depuis août 1990.

Par ailleurs, au Québec, une baisse sensible de toutes les composantes des intentions de construction non résidentielle a provoqué une dégringolade de 24,3% de la valeur des permis de construction non résidentielle, qui est tombée à son plus bas niveau depuis décembre 1993.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de novembre 1995 de *Permis de bâtir* (64-001, 24\$/240\$) paraîtra bientôt. Voir «Pour commander les publications».

Les estimations des permis de bâtir de décembre seront diffusées le 5 février.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Pour obtenir des renseignements analytiques, communiquez avec Nathalie Léveillé au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Valeur des permis de bâtir

Région et type de construction	Oct. 1995	Nov. 1995	Oct. 1995 à nov. 1995	Nov. 1994 à nov. 1995
	données désaisonnalisées			
	en millions\$		variation en %	
Canada	2 048	1 964	-4,1	-12,6
Résidentielle	1 169	1 075	-8,0	-23,2
Non résidentielle	878	888	1,2	4,8
Terre-Neuve	18	14	-23,4	-31,4
Résidentielle	13	11	-18,1	-32,0
Non résidentielle	5	3	-38,1	-29,0
Île-du-Prince-Édouard	7	8	14,1	5,3
Résidentielle	4	4	6,5	13,0
Non résidentielle	4	4	22,2	-1,0
Nouvelle-Écosse	55	55	-0,4	-8,8
Résidentielle	38	39	2,0	1,0
Non résidentielle	16	16	-5,9	-26,8
Nouveau-Brunswick	32	32	-0,7	-3,9
Résidentielle	19	19	3,5	-0,6
Non résidentielle	13	12	-6,6	-8,6
Québec	404	346	-14,2	-24,9
Résidentielle	181	178	-1,8	-33,1
Non résidentielle	223	169	-24,3	-13,7
Ontario	774	819	5,8	-0,1
Résidentielle	438	415	-5,2	-17,5
Non résidentielle	336	404	20,3	27,5
Manitoba	44	44	0,9	-1,5
Résidentielle	27	23	-17,4	-8,0
Non résidentielle	16	22	31,4	6,5
Saskatchewan	26	31	20,1	-40,4
Résidentielle	13	12	-6,0	-41,4
Non résidentielle	13	19	46,7	-39,7
Alberta	212	212	-0,2	-7,7
Résidentielle	122	122	-0,2	-7,8
Non résidentielle	90	90	-0,3	-7,5
Colombie-Britannique	470	399	-15,1	-22,4
Résidentielle	310	249	-19,7	-32,7
Non résidentielle	159	149	-6,2	4,4
Yukon	5	3	-44,8	-7,8
Résidentielle	3	2	-45,2	-21,2
Non résidentielle	2	1	-44,1	30,5
Territoires du Nord-Ouest	2	2	5,3	-52,7
Résidentielle	0	1	6 073,9	-57,6
Non résidentielle	2	0	-75,2	-23,9

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Estimations du revenu du travail

Octobre 1995 (données provisoires)

Les salaires et traitements versés aux salariés ont diminué de 0,3% en octobre, après deux fortes hausses mensuelles consécutives. Cette situation n'est pas attribuable à une industrie en particulier. Malgré ce ralentissement, les salaires et traitements se sont avérés de 2,9% supérieurs à ceux de 1994.

Les ralentissements les plus importants des salaires et traitements en octobre se sont produits dans la construction, dans les transports, l'entreposage, les communications et les autres services publics, dans l'enseignement et les services connexes, dans les services commerciaux et personnels et dans le commerce. Les baisses de l'emploi ont marqué toutes ces industries et, dans le cas des deux premières industries seulement, elles se sont ajoutées à celles de la rémunération hebdomadaire moyenne.

Par contre, une croissance modérée de 0,2% a été enregistrée dans l'industrie manufacturière. Depuis juillet 1995, les salaires et traitements de cette industrie ont clairement augmenté à la suite de la croissance de l'emploi et de la rémunération hebdomadaire moyenne. Un taux de croissance de 0,7% des salaires et traitements a été observé dans la finance, les assurances et les affaires immobilières.

Nota: Le revenu du travail comprend les salaires et traitements (87%) et le revenu supplémentaire du travail (13%). Les salaires et traitements sont composés d'éléments tels que les primes, les allocations imposables et les rappels de salaires. Le revenu supplémentaire du travail compte les cotisations des employeurs au bien-être des employés, aux pensions, à l'indemnisation des accidents du travail et aux fonds d'assurance-chômage. Le revenu du travail représente 54% du Produit intérieur brut.

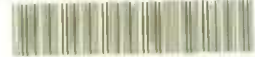
Données stockées dans CANSIM: matrices 1791 et 1792.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Lambert au (613) 951-4090, Division du travail. Télécopieur: (613) 951-4087.

Traitements, salaires et revenu supplémentaire du travail

	Sept. 1995 ^r	Oct. 1995 ^p	Sept. 1995 à oct. 1995
données désaisonnalisées			
	en millions\$		variation en %
Agriculture, pêche et piégeage	255,6	252,2	-1,3
Exploitation forestière et services forestiers	267,8	265,7	-0,8
Mines, carrières et puits de pétrole	632,0	631,7	-0,0
Industries manufacturières	5 564,5	5 577,9	0,2
Construction	1 724,4	1 697,8	-1,5
Transports, entreposage, communications et autres services publics	2 898,8	2 873,9	-0,9
Commerce	4 358,1	4 331,5	-0,6
Finance, assurances et affaires immobilières	2 895,5	2 915,6	0,7
Services commerciaux et personnels	4 063,9	4 034,1	-0,7
Enseignement et services connexes	2 779,5	2 754,3	-0,9
Services de santé et services sociaux	2 829,1	2 844,9	0,6
Administration fédérale et autres services gouvernementaux	950,6	947,0	-0,4
Administration provinciale	713,4	715,3	0,3
Administration locale	690,7	693,7	0,4
Total des traitements et salaires	30 658,4	30 579,2	-0,3
Revenu supplémentaire du travail	4 547,8	4 549,1	0,0
Total du revenu du travail	35 206,3	35 128,3	-0,2

^r Données révisées.^p Données provisoires.



NOUVELLES PARUTIONS

Données agricoles, 1995

Numéro au catalogue: 21-522F

(Gratuite)

Statistiques économiques agricoles, novembre 1995

Numéro au catalogue: 21-603UPF

(Canada: 25\$/50\$; États-Unis: 30\$/60\$; autres
pays: 35\$/70\$).

Aviation civile canadienne, 1994

Numéro au catalogue: 51-206

(Canada: 39\$; États-Unis: 47\$; autres pays:
55\$).

Ventes et stocks des grands magasins,

octobre 1995

Numéro au catalogue: 63-002

(Canada: 16\$/160\$; États-Unis: 20\$/192\$; autres
pays: 23\$/224\$).

Commerce de gros, octobre 1995

Numéro au catalogue: 63-008

(Canada: 18\$/180\$; États-Unis: 22\$/216\$; autres
pays: 26\$/252\$).

Services de divertissements et services personnels, 1991-1993

Numéro au catalogue: 63-233

(Canada: 33\$; États-Unis: 40\$; autres pays:
47\$).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$; autres pays: 21\$). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.